

emprunt, soit autorisée à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

31368

Gouvernement du Québec

Décret 1533-98, 16 décembre 1998

CONCERNANT le versement d'une aide financière de 4 207 000 \$ à Place de la Cité internationale phase III inc. pour la construction de passages piétonniers protégés dans le cadre du volet 3.1 du programme « Travaux d'infrastructures Canada-Québec »

ATTENDU QUE les gouvernements du Québec et du Canada ont signé, le 11 avril 1997, une convention relative à la prolongation de l'« Entente Canada-Québec, Programme d'infrastructures »;

ATTENDU QUE le volet 3.1 du programme « Travaux d'infrastructures Canada-Québec » vise à permettre la réalisation de projets qui sont structurants ou qui ont un effet d'entraînement pour l'économie d'une région ou d'une municipalité;

ATTENDU QUE Montréal International a présenté dans ce cadre une demande d'aide financière relativement à un projet de construction de passages souterrains, dont le coût des travaux admissibles s'élève à 8 552 000 \$;

ATTENDU QUE le projet présenté par Montréal International est un projet structurant qui aura un effet d'entraînement pour l'économie de la région métropolitaine;

ATTENDU QUE le gouvernement a, par le décret 1279-97 du 1^{er} octobre 1997, autorisé le ministère de la Métropole à verser une aide financière de 3 207 000 \$ à Montréal International pour la réalisation de ce projet;

ATTENDU QU'il a été jugé opportun de confier la réalisation de ce projet à Place de la Cité internationale phase III inc.;

ATTENDU QUE Place de la Cité internationale phase III inc. a présenté au gouvernement un projet révisé qui prévoit des modifications importantes en ce qui a trait à la nature et aux tracés des passages piétonniers;

ATTENDU QUE ces modifications ont pour effet de hausser le coût de réalisation du projet à 11 713 000 \$;

ATTENDU QUE de ce fait, il est approprié d'augmenter l'aide financière accordée pour la réalisation de ce projet à 4 207 000 \$;

ATTENDU QUE le ministère des Affaires municipales et de la Métropole est disposé à assumer le versement de l'aide financière de 4 207 000 \$ représentant la part du gouvernement du Québec dans ce projet;

ATTENDU QU'il y a lieu de désigner le ministère des Affaires municipales et de la Métropole à titre de ministre commanditaire afin qu'il assume le versement de cette aide financière;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QU'une aide financière de 4 207 000 \$ soit versée à Place de la Cité internationale phase III inc. pour la construction de passages piétonniers protégés, dont le coût des travaux admissibles s'élève à 11 552 000 \$;

QUE le ministère des Affaires municipales et de la Métropole soit désigné à titre de ministre commanditaire et autorisé à verser une aide financière de 4 207 000 \$ à Place de la Cité internationale phase III inc. dans le cadre du volet 3.1 du programme « Travaux d'infrastructures Canada-Québec »;

QUE le présent décret remplace le décret 1279-97 du 1^{er} octobre 1997.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

31369

Gouvernement du Québec

Décret 1534-98, 16 décembre 1998

CONCERNANT le financement temporaire de la Société du Palais des congrès de Montréal

ATTENDU QU'en vertu de l'article 21 de la Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (L.R.Q., c. S-14.1) (la « Loi »), la Société du Palais des congrès de Montréal (la « Société ») ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, contracter un emprunt qui porte au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de ses emprunts en cours non remboursés;

ATTENDU QUE le décret 1262-98 du 30 septembre 1998 autorise l'agrandissement du Palais des congrès de Montréal pour une somme de 185 300 000 \$;